



RÉSOLUTION

DÉCISION DE L'ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉ.E.S DU 15 AOÛT 2020

LE GREEN NEW DEAL COMME ISSUE À LA CRISE

Depuis leur création, les VERTS s'engagent en faveur de la protection de l'environnement et du climat. Les années à venir seront cruciales pour savoir si nous pouvons encore stopper le dérèglement climatique et l'extinction des espèces. Si nous voulons préserver nos bases existentielles – et celles de nos enfants et petits-enfants, d'autres étapes urgentes – plus courageuses et intelligentes – sont nécessaires. **Les VERTS requièrent par conséquent un bilan climatique positif en Suisse dès 2040 au plus tard.**

Une croissance économique sans fin repose sur la surexploitation des ressources naturelles, pourtant limitées, détruit les bases de la vie humaine et remet ainsi en question l'avenir de la planète. La crise climatique, qui a pour origine les politiques de croissance débridées, est pourtant visible aux yeux de tous et toutes. Aujourd'hui, plus que jamais, il est urgent de limiter la production, la consommation, les investissements, la consommation d'énergie et de matières premières à un niveau globalement acceptable. Quiconque prétend que la justice sociale ne peut être financée que par une croissance constante détruira, sur le long terme, tous les fondements d'une société pacifique et juste. L'efficacité énergétique à elle seule ne sauvera pas le climat. Il est nécessaire d'adopter des modes de vie et une économie durables au niveau mondial

Il faut transformer en profondeur notre économie pour atteindre cet objectif : une société écologique et socialement juste. La pandémie du coronavirus nous a mis à rude épreuve : elle a crûment révélé les limites d'une économie globalisée arrimée au seul profit court-termiste. Nous devons nous assurer que la crise économique n'empire ni le déséquilibre écologique, ni les inégalités socio-économiques. **C'est pourquoi les VERTS requièrent que les investissements entrepris pour juguler la crise due au coronavirus le soient également en faveur d'un avenir Vert et socialement juste. A la place de sauver l'industrie grise d'hier, nous devons ouvrir la voie à l'économie Verte et sociale de demain !**

Par conséquent, nous nous engageons à tous les niveaux institutionnels pour un nouveau contrat social. **Le Green New Deal est notre plan pour limiter les répercussions de la crise économique sur la population tout en donnant un coup d'accélérateur à la transformation socio-écologique de l'économie et de la société.** Les réactions de nos activistes, les nombreux succès électoraux Verts au niveau communal, cantonal, fédéral et international ainsi que le mouvement des jeunes grévistes du climat nous montrent que la population a conscience aujourd'hui qu'il est nécessaire de changer. **L'époque est mûre pour un Green New Deal ambitieux !**

La présente résolution donne le coup d'envoi à un engagement résolu des VERTS en faveur d'un Green New Deal, notre réponse à la crise climatique, environnementale et économique. Au cours des prochains mois, nous allons donner un coup d'accélérateur au Green New Deal à tous les niveaux politiques : dans la rue, les parlements et les gouvernements.

MAINTENANT OU JAMAIS : UN BILAN CLIMATIQUE POSITIF EN SUISSE DES 2040, AU PLUS TARD!

A partir de 2040, au plus tard, la Suisse doit avoir un bilan climatique positif, au sens où elle absorbe plus d'émissions de l'atmosphère qu'elle n'en rejette, ce qui lui permettrait d'éponger sa dette historique en matière de réchauffement climatique. Les VERTS ont lancé un vaste plan Climat en août 2020 pour réaliser cet objectif : celui-ci prévoit des mesures concrètes dans les secteurs les plus variés – bâti, transports, industrie, traitement des déchets, économie agro-alimentaire, émissions importées, puits de carbone, énergie et finance. Nous devons agir rapidement, si nous voulons freiner le dérèglement climatique. C'est pourquoi les VERTS requièrent :

- **un bilan climatique positif de la Suisse dès 2040, au plus tard** : à partir de cette date, la Suisse absorbe davantage d'émissions qu'elle n'en rejette.
- **pas d'investissements étatiques dans des domaines nocifs pour le climat** afin que que l'argent des contribuables ne soit plus source de réchauffement climatique.
- **une place financière misant sur la durabilité** : les stratégies actuelles en matière de placement non seulement portent atteinte au climat, mais menacent également la stabilité de notre système économique-financier. Il faut absolument y mettre rapidement fin.
- **l'instauration d'un ajustement carbone à la frontière (carbon border adjustment)** pour que la production grosse émettrice de CO2 ne soit pas délocalisée à l'étranger.
- **l'instauration d'un frein au CO2 analogue au frein aux dépenses** : toute nouvelle loi ou amendement législatif impliquant une péjoration de la protection climatique ne peut être accepté qu'à la majorité absolue des membres du Conseil.
- **le renforcement des circuits économiques locaux** : le commerce international couvre les besoins en marchandises qui ne peuvent être produites localement. Il est nécessaire d'imposer des normes de qualité élevée aux importations et d'internaliser les coûts externes, p.ex. du transport, afin d'éviter incitations inadéquates et bradage.

POUR UNE ECONOMIE A L'EPREUVE DES CRISES : RENFORCER LA RESILIENCE ECONOMIQUE !

La pandémie du coronavirus a provoqué la plus grave dégradation économique de ces dernières décennies. Marges minimales et réserves infimes en capital propre n'ont guère laissé à de nombreuses entreprises ou indépendant e s la possibilité de surmonter la crise. D'autres programmes d'impulsion sont par conséquent essentiels pour soutenir la conjoncture. Cependant, ces derniers doivent être systématiquement basés sur des critères socio-écologiques. De plus, il ne suffit pas de lutter à court terme contre les symptômes de la crise. Il faut accélérer aujourd'hui déjà la transformation vers l'économie sociale, écologique et résiliente de demain et mettre enfin en place des conditions globales permettant aux pays du Sud de lutter contre la pauvreté sans contribuer au réchauffement climatique mondial. C'est pourquoi les VERTS requièrent :

- **des programmes d'aide « covid-19 » basés sur des critères socio-écologiques** : nous voulons utiliser la crise comme chance pour poser les jalons à venir.
- **la garantie de la capacité d'investir et d'innover** : renoncer à un remboursement des crédits « covid », lorsque les investissements consentis remplissent des critères écologiques. Nous pouvons ainsi rapidement accroître les investissements dans l'efficacité énergétique, la réduction du CO2 ou dans la recherche – développement de technologies, prestations ou produits climat-compatibles.
- **un plan d'investissements étatique dans l'économie Verte** : nos ressources communes nous offrent la possibilité d'accélérer la transformation écologique de notre système économique.
- **une offensive générale en matière de recherche – développement** : il est urgent d'encourager les innovations technologiques et leurs applications dans l'économie et la société. Cela consolide notre capacité à innover et notre pôle scientifique, créant ainsi des emplois dans des domaines d'avenir.
- **un renforcement de l'économie circulaire** : il convient de ménager davantage les ressources épuisables de notre planète.
- **une relocalisation des infrastructures critiques et des prestations économiques importantes** : il s'agit de briser enfin notre dépendance envers des chaînes de livraison fragiles, notamment dans le domaine de la santé.
- **un abandon du PIB** : remplacer le PIB par le SPI (Social Progress Index, indice synthétique du développement humain), l'indice de richesse inclusive (IWI, Inclusive Wealth Index) ou le bonheur national brut, pour piloter le développement de notre pays et de l'économie sur la base d'une véritable prospérité sociale et non d'une simple croissance économique.
- **un système fiscal globalisé juste** : en tant que paradis fiscal international, la Suisse prend la responsabilité de créer une imposition plus responsable, plus juste et plus équilibrée, pour que tout le monde profite des gains de la globalisation et que la plus-value soit taxée là où elle est produite.
- **des avantages incitatifs pour les entreprises responsables lors de l'octroi de mandats publics** : les entreprises s'engageant pour être climatiquement neutres, ou les produits locaux ou importés répondant à des critères sociaux et écologiques (bio, commerce équitable, etc.) devraient être privilégiés à tous les niveaux de l'administration publique et lors de tous les appels d'offre.

RENFORCER LA COHESION SOCIALE : ASSURER LA PARTICIPATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION !

La pandémie du coronavirus a montré que d'énormes ressources personnelles et sociales peuvent être mobilisées en cas d'urgence. Elle nous a également montré la valeur d'une solidarité vécue, des prestations publiques et d'un Etat social fort pour le bon fonctionnement de la société. L'économie et la société doivent désormais non seulement veiller aux limites écologiques... mais les VERTS veulent aussi une société inclusive, qui fasse participer et bénéficier l'ensemble de la population de la prospérité acquise et rende la transformation écologique socialement responsable. A cet effet, il s'agit de renforcer la participation à la collectivité et l'égalité des chances pour prévenir la détresse sociale. C'est pourquoi les VERTS requièrent :

- **une répartition juste et une meilleure couverture des tâches éducatives, familiales, d'assistance et du temps partiel** : le rôle social de ces différentes tâches, effectuées –

hier comme aujourd'hui – essentiellement par les femmes, doit enfin être reconnu, notamment au niveau salarial ainsi que dans la législation sur le travail et les assurances sociales. Par ailleurs, le bénévolat doit être valorisé davantage.

- **une meilleure conciliation profession – famille** : nous voulons des structures d'accueil extrafamiliales de qualité et avantageuses – même en temps de crise – afin de mieux concilier travail et famille.
- **le lancement d'une offensive en matière de formation continue et de reconversion** : nous devons créer de nouvelles perspectives pour les personnes qui ont perdu leur emploi, parce qu'elles étaient actives dans un secteur économique en pleine restructuration. Cette mesure permet de pallier le manque de main d'œuvre qualifiée dans d'autres branches.
- **l'exploitation des chances que représente la numérisation, en veillant à juguler l'empreinte carbone de ce secteur** : la numérisation et de nouvelles formes de travail peuvent contribuer à mieux concilier profession et famille, à améliorer la qualité de vie et à ménager l'environnement. Les gains de productivité profitent aux employé-e-s, p.ex. sous forme de réduction du temps de travail ou d'un revenu de base. Enfin, il convient de reconnaître les chances que la numérisation renferme pour la cybergouvernance ou la formation et de mieux les mettre à profit.
- **une meilleure réglementation de l'économie des plateformes** : nous devons veiller à ce que l'économie numérique ne vide pas de sa substance le droit du travail au détriment des personnes employées. Le droit du travail devrait considérer les personnes tirant la majeure partie de leurs mandats de la même plateforme comme employées.
- **un renforcement de la solidarité internationale** : de nombreuses régions du monde sont dans des situations dramatiques en raison de la pandémie et de la crise environnementale. A la Suisse de montrer l'exemple en relevant son budget pour la coopération internationale (à 0,7% du PIB) et en accueillant davantage de requérant-e-s d'asile dans des conditions dignes.
- **un service public étendu** : nous voulons un service public fort, garantissant la cohésion sociale et offrant des prestations adéquates et de qualité pour l'ensemble de la population. L'Etat lui met à disposition des prestations de base (santé, formation, ...) et se montre un employeur modèle.